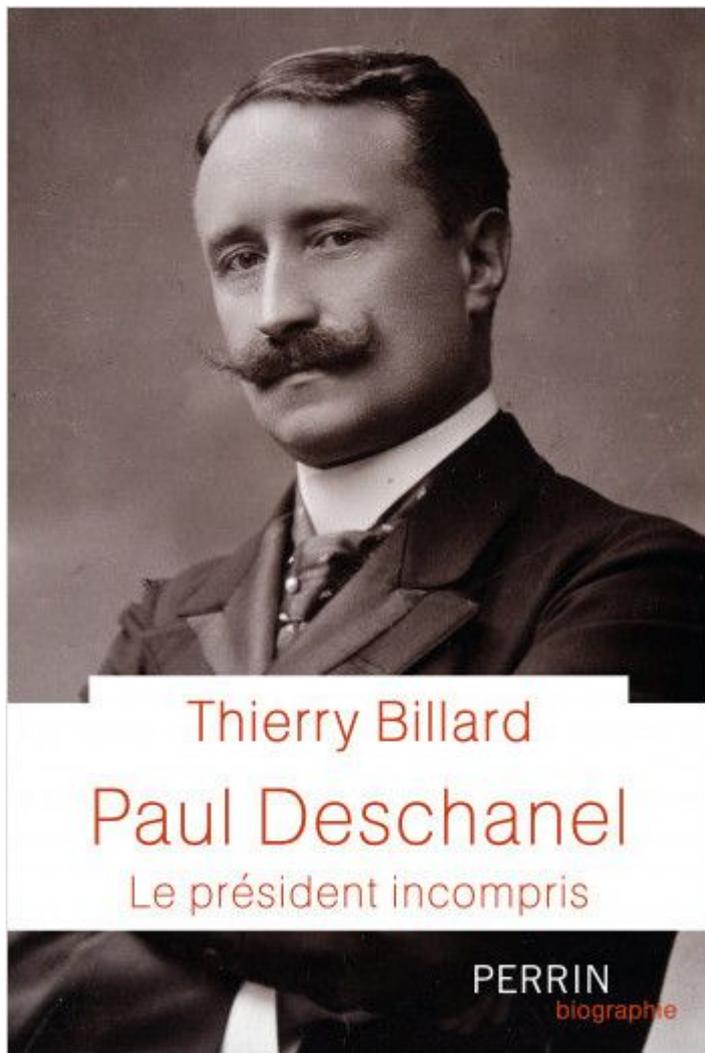


Paul Deschanel, ou quand la lucidité détruit

écrit par Claude Laporte | 11 janvier 2024

En 1988, j'allais sur mes treize ans, et pour la première fois (et la dernière avant 2022), je me passionnais pour une élection présidentielle en France. (Il est vrai que quand on a connu François Mitterrand, la plupart de ceux qui sont venus après paraissent un peu fades.) Cet intérêt me conduisit à lire l'histoire des présidents de la République française. S'en détachait un personnage grotesque, nommé Paul Deschanel, qui avait dû démissionner au bout de sept mois de présidence, après avoir sauté d'un train en marche, s'être baigné tout habillé dans un étang, s'être pris pour Napoléon, etc. Bref, un fou.

Aussi ai-je été très étonné lorsqu'en 2022 a paru une biographie consacrée à Paul Deschanel par Thierry Billard (en fait la réédition d'un livre paru à l'origine en 1991). Que pouvait-on écrire sur un personnage aussi insignifiant et qui n'avait laissé d'autre trace dans l'histoire que celle du comique de service ?



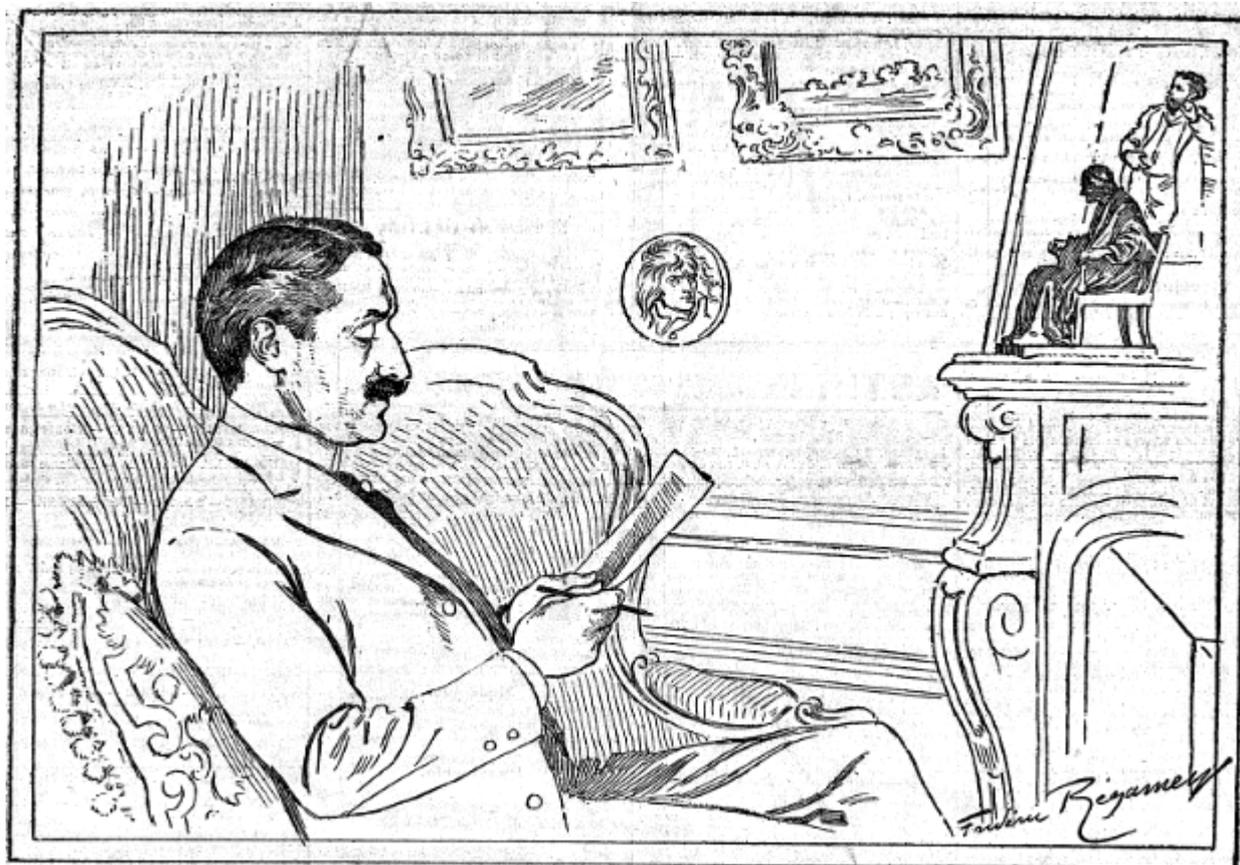
À ma grande surprise, la vie de Deschanel est passionnante, même s'il s'agit d'un grand destin raté. Il s'inscrit dans un temps que nous ne pouvons plus imaginer, où il était possible de faire une carrière politique en étant de sexe masculin, beau, bien habillé, père de trois enfants, académicien français et courtois. Encore plus extraordinaire : il fut élu député à neuf reprises consécutives, dont quatre élections où il n'y eut même pas de candidat contre lui, tant sa popularité était évidente dans sa circonscription d'Eure-et-Loir.

Deschanel visait la présidence de la République, et pour gagner cette élection qui se faisait à l'époque par le vote des députés et des sénateurs réunis en Congrès, il évita avec le plus grand soin les portefeuilles ministériels qui auraient pu lui valoir des ennemis. Cette absence d'expérience du

pouvoir exécutif devait se retourner contre lui lorsqu'il eût enfin atteint son objectif.

En revanche, il occupa la fonction, très importante dans ce régime parlementaire presque pur qu'était la IIIe République, de président de la Chambre des Députés, et ceci pour deux longues périodes, de 1898 à 1902 et de 1911 à 1920. Il joua donc un rôle non négligeable lors de la première Guerre mondiale.

Ce qui rend la vie de Paul Deschanel intéressante malgré son absence d'expérience gouvernementale, c'est que cet homme a beaucoup écrit (dix-huit livres !) et beaucoup parlé. Le but d'un parti politique n'est pas que d'avoir des élus (pour quoi faire ?) et de peupler les conseils d'administration des entités étatiques et parastatales. Il n'est pas entièrement anormal qu'un parti fasse de la politique, ait un programme et défende des idées. Et des idées, Deschanel en avait beaucoup.



Paul Deschanel, alors député d'Eure-et-Loir, représenté chez lui en 1893 par l'illustrateur Frédéric Régamey.

Il était une figure de proue de ce qu'on appelait les républicains opportunistes, mais qui se qualifiaient eux-mêmes de progressistes. Il s'agissait d'une droite attachée à la forme républicaine des institutions, libérale sur le plan économique, laïque, conservatrice sur le plan social, nationaliste en politique étrangère, et absolument pas hostile à des réformes dans tous les domaines, pour autant que ces réformes fussent possibles. Comme, à l'époque, on réservait le terme de droite aux monarchistes, cette tendance se disait de centre gauche, tout en se considérant comme un équivalent français du conservatisme britannique (le « torysme »). Oubliés de nos jours, ces républicains progressistes dominèrent la vie politique française pendant une vingtaine d'années, de 1879 à 1899, et eurent un excellent bilan dans la plupart des domaines. Leurs positions étaient bien résumées par Deschanel dans une interview qu'il donna au *Matin* (page 94) : « Je ne refuserai mon vote à aucune loi qui adoucira la condition des travailleurs. Mais je repousserai toute loi qui portera atteinte à la liberté et à la propriété individuelle. » Comme quoi on peut être modéré et avoir des principes.

À peu près toutes ses prises de position publiques au cours de sa longue carrière politique font apparaître une conscience aiguë du déclin de son pays et une remarquable capacité d'analyse. Par exemple, il insista toute sa vie sur le fait que les faiblesses de la III^e République ne venaient pas des lois constitutionnelles de 1875, mais de la lecture erronée qui en était faite, et qu'il fallait rendre à la présidence de la République ses pouvoirs constitutionnels dont elle avait été privée par la coutume. Bien que député, il était très

soucieux de rétablir les prérogatives du Sénat et conscient de ce que le bicamérisme était le meilleur rempart « contre les entraînements soudains, contre les mouvements passionnés et violents, soit dans un sens, soit dans l'autre » (17 novembre 1896). Une phrase que peut particulièrement méditer le lecteur suisse, qui vit sous un régime où les deux Chambres ont des pouvoirs égaux.

Quand on voit la France de 2023, on se rend compte qu'elle n'a toujours pas réglé les maux que dénonçait Paul Deschanel, partisan de l'équilibre budgétaire, de la représentation proportionnelle (il proposait un système de vote cumulatif qui rappelle celui que la Suisse connaît pour l'élection du Conseil national), de la décentralisation, du référendum communal et de la liberté absolue de la presse. Un siècle de perdu ?

Il percevait bien le problème du socialisme. Il avait de la sympathie pour les socialistes utopiques français (Saint-Simon et Fourier), mais il avait prédit que le marxisme ne pouvait aboutir qu'à l'échec économique. Plus encore, il avait vu, dès 1894, ce que serait trente ans plus tard la réalité de l'Union soviétique, premier État socialiste : la dictature de la « paperasserie bureaucratique, lente, compliquée, coûteuse » (page 130). Convaincu de la nécessité de réformes sociales, il défendait la solidarité entre les classes, qui amènerait la prospérité économique, et donc les ressources financières nécessaires à une politique sociale. Toute réforme devait se faire par étapes, en tenant compte des possibilités et des circonstances.

Bien loin d'être un discoureur de salon, il avait des idées bien arrêtées en matière économique : mutualités, coopératives, impôt sur le revenu calculé sur les signes

extérieurs de richesse, syndicalisme agricole, syndicalisme ouvrier non révolutionnaire, protectionnisme lorsqu'il fallait défendre des secteurs fondamentaux de l'économie.

Au bout de trente ans de vie politique, c'est la Grande Guerre qui décida de son destin et qui scella une carrière brillante par un échec dévastateur. Il fut l'un des premiers, avec Jacques Bainville, à comprendre qu'une victoire militaire allait se transformer en défaite diplomatique. Il était bien conscient que le traité de Versailles n'offrait aucune garantie de sécurité à la France, et que rien n'empêcherait une nouvelle guerre. Il comprit que l'Europe avait été jouée par les Anglo-Saxons. Il s'indigna des affronts infligés aux amis de la France – la Belgique, l'Italie, la Roumanie. Il fut l'un des rares à comprendre qu'en acceptant que le traité de Versailles eût aussi une version anglaise, Clemenceau avait porté un coup irréparable au prestige de la France au moment où elle aurait été en droit de réclamer le prix du sang versé et des victoires remportées.

Cette lucidité devait le broyer, et finalement le tuer.



Lors de l'investiture, en février 1920.

C'est un homme déjà désespéré qui est élu à la présidence de la République en janvier 1920. Il se rend alors compte de ce que cette tâche épuisante est de pure représentation et

qu'elle ne s'accompagne d'aucun pouvoir réel. Cet ultra-sensible découvre trop tard l'étendue de son impuissance. Il ne pourra pas corriger les erreurs de politique étrangère de Clemenceau. Ce contexte de surexcitation et de dépression explique la fameuse chute du train présidentiel dans la nuit du 23 au 24 mai 1920. Tout le reste n'est qu'invention d'échotiers et de chansonniers. Un état anxio-dépressif n'est pas un délire. Deschanel a été dans l'impossibilité d'assumer sa charge, mais il n'a jamais été fou.

Moins de quatre mois après sa démission, il fera son retour comme sénateur en janvier 1921. Il est de plus en plus atterré par « le servage » (page 331) dans lequel l'Angleterre tient la diplomatie française. Faut-il rappeler que, de 1933 à 1939, la France se retrouvera seule face alors que l'Angleterre ne ménagera pas ses complaisances envers l'Allemagne nazie ? Il mourra le 28 avril 1922, avant d'avoir pu prononcer le discours où il allait attaquer la politique anglaise. De pleurésie. Et sans doute aussi d'avoir eu raison avant tout le monde, de l'avoir su, et de ne pas l'avoir supporté.

Il ne suffit pas, en politique comme dans les affaires, d'avoir toutes les qualités requises. Il faut aussi de la chance, un corps et des nerfs. Untel n'aura pas de carrière politique parce qu'il doit se consacrer à son fils autiste. Un autre ne deviendra pas un capitaine d'industrie parce qu'il est torturé par la maladie du côlon irritable. Paul Deschanel, lui, n'a pas exercé le pouvoir, parce que ses nerfs n'ont pas pu soutenir un esprit trop clairvoyant.